

Malheureusement, le gouvernement du Canada continue d'avoir une attitude plutôt négative. M. William Nasogaluak, le premier et le seul éleveur de renne au Canada, n'a eu que des ennuis avec le gouvernement, qui souhaite révoquer unilatéralement ses droits de pâturage. Il est tout probable qu'il sera obligé d'abattre ses bêtes ou de les vendre à l'étranger.

Le gouvernement devrait encourager l'élevage du renne et non pas y faire obstacle, comme c'est le cas actuellement.

\* \* \*

## LES RÉFUGIÉS

ON DEMANDE LE RETRAIT DU PROJET DE LOI C-55

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, en proposant son projet de loi C-55, le gouvernement viole délibérément l'engagement du Canada à l'égard de la Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies, dont l'article 14 s'énonce ainsi: «Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays».

Déjà nos ambassades au Chili et en Argentine refusent de façon routinière le statut de réfugié à des démocrates chiliens qui ont été emprisonnés et torturés par la police de Pinochet et qui cherchent à fuir le Chili et à trouver asile au Canada avec leur famille.

Le gouvernement va maintenant encore plus loin en déformant et modifiant les lois du Canada pour empêcher de véritables réfugiés de venir demander le statut de réfugié au Canada. Par exemple, le projet de loi C-55 donnerait au gouvernement le pouvoir de punir une compagnie aérienne qui amène au Canada un passager qui s'empresse de demander le statut de réfugié. Il pourra la punir en saisissant et en vendant l'avion en paiement des amendes.

Le gouvernement devrait avoir honte de son projet de loi C-55. Les Canadiens d'un bout à l'autre du pays exigent le retrait du projet de loi C-55.

\* \* \*

## L'ÉCONOMIE

LES CONSÉQUENCES DES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT

**M. Barry Turner (Ottawa—Carleton):** Monsieur le Président, Margaret Thatcher a été réélue.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Ottawa—Carleton):** C'est une excellente chose pour la Grande-Bretagne, car ses politiques et ses priorités font merveille, tout comme les nôtres d'ailleurs. Le scrutin a entériné sa perspicacité et sa détermination à agir selon ses convictions.

A propos d'action et de convictions, examinons les réalisations de notre propre gouvernement. En Ontario, le chômage a fléchi de 9,4 p. 100 en septembre 1984 à 6,3 p. 100. Les mises en chantier durant les quatre premiers mois de 1987 ont augmenté de 58 p. 100 par rapport à la même période l'an dernier. Les touristes envahissent l'Ontario. Il y a augmentation de 8 p. 100 par rapport à l'an dernier. Les gens viennent voir cette ville magnifique qu'est la capitale nationale.

## Article 21 du Règlement

Le Livre blanc sur la défense est une initiative opportune qui se faisait attendre depuis trop longtemps. Le président Reagan et le premier ministre (M. Mulroney) ont répété à Vienne hier qu'ils étaient personnellement résolus à signer un traité en vue d'intensifier les échanges entre nos deux pays.

L'Accord du lac Meech constitue une bonne nouvelle pour le Québec. Il fait maintenant partie de la famille canadienne. Monsieur le Président, tenter d'unir le pays en l'absence du Québec équivalait à tenter de grimper une côte sur une bicyclette dépourvue de chaîne.

La stratégie nationale de lutte contre les stupéfiants est encore une bonne nouvelle. On a aidé la Gendarmerie royale à mieux s'acquitter de sa tâche. Hier, l'opposition libérale s'est prononcée contre la majoration des crédits accordés à la Gendarmerie royale. Je ne comprends pas pourquoi, étant donné que c'est le meilleur service de police au monde.

La réforme fiscale sera présentée la semaine prochaine. La fiscalité sera plus juste et plus simple. Elle remédiera aux problèmes des plus démunis. Les pauvres et les Canadiens âgés recevront une attention particulière dans la réforme fiscale.

Ce sont toutes de bonnes nouvelles, monsieur le Président. Réjouissons-nous. Ayons une bonne fin de semaine.

George Bell et les Blue Jays font également la fierté du Canada. Ils fournissent leurs meilleurs efforts cette année.

\* \* \*

## L'AGRICULTURE

LES RÉPERCUSSIONS DES SUBVENTIONS INTERNATIONALES—  
ON DEMANDE DE S'ENGAGER À VERSER DES PAIEMENTS  
D'APPOINT

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, avant de quitter le Canada la fin de semaine dernière, le premier ministre (M. Mulroney) a laissé entendre aux agriculteurs qu'il réglerait les problèmes du commerce des céréales lors du sommet économique qui a eu lieu à Venise cette semaine. La guerre commerciale entre l'Europe occidentale et les États-Unis a ramené le prix du grain exprimé en chiffres réels à des niveaux réels inférieurs à ceux de la crise des années 1930 et accule des milliers d'agriculteurs canadiens à la faillite.

Nous savons maintenant que le premier ministre n'a pas obtenu d'accord garantissant que les subventions seront réduites au cours des deux prochaines années. Nous savons également que, pour ces deux années, le Congrès des États-Unis prévoit augmenter ses subventions à l'exportation, ce qui fera tomber les prix encore plus comme cela s'est produit lors des récents contrats de vente de blé à l'Union Soviétique et d'orge à l'Arabie Saoudite.

Puisque le premier ministre n'a pas réussi à obtenir d'accord sur le prix du grain pour les deux prochaines années, nos agriculteurs désirent savoir ce que le gouvernement fera pour assurer leur survie. J'invite le premier ministre à cesser de temporiser et à s'engager immédiatement à accorder aux céréaliculteurs canadiens des paiements d'appoint pour la campagne de 1987-1988.